

Qui enfilera la casquette de patron de La Poste?

CARPOSTAL 1/2 L'enquête le confirme, la filiale de La Poste a détourné des dizaines de millions de subventions publiques. L'heure est venue de dénicher le successeur de l'ex-patronne.

PAR PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

Le conseil d'administration de La Poste n'avait plus le choix. L'enquête externe, exposée hier, confirme les conclusions, présentées en février, de l'Office fédéral des transports. Et les faits sont implacables: la filiale CarPostal a systématiquement détourné, depuis 2007, des dizaines de millions de francs de subventions publiques – le chiffre de 100 millions est avancé. De nombreux cadres supérieurs sont en cause: soit parce qu'ils étaient à la manœuvre, soit pour avoir fermé les yeux.

Le conseil d'administration en tire les conséquences. Après la démission, annoncée dimanche, de la directrice générale de La Poste, Susanne Ruoff, il suspend toute la direction de CarPostal. Et lance les réflexions sur le «nouveau départ» et le nouveau patron du géant jaune, cette entreprise de service public détenue à 100% par la Confédération.

Qui pour reprendre le gouvernail? L'actuel patron ad interim, Ulrich Hurni (né en 1958), suppléant de Susanne Ruoff, ne semble, en tout cas, pas détenir les meilleures cartes. «Ce n'est pas la tâche du Conseil fédéral de recruter le nouveau directeur général, mais peut-être est-il déjà trop âgé», décoche la conseillère fédérale de tutelle, Doris Leuthard (PDC).

Un profil complexe

La perle rare viendra-t-elle du sérail, ou sera-t-elle extérieure à La Poste? Vu les circonstances, il risque d'être difficile de choisir un membre actuel de la direction générale. Surtout au moment où l'on parle de changer la culture d'entreprise du géant jaune. En plus, le soupçon ne faiblirait pas: était-il ou elle au courant des malversations? La logique voudrait donc que la nouvelle personne forte vienne



La direction des cars postaux a été suspendue à la suite des irrégularités constatées dans l'affaire CarPostal. KEYSTONE



“Il faut à présent un manager ayant le sens de l'intérêt public.”

OLIVIER FELLER
CONSEILLER NATIONAL (PLR/VD)

d'une autre entreprise. Interpellés sur son profil, des parlementaires fédéraux évoquent deux éléments: Celle ou celui qui succédera à Susanne Ruoff devra faire montre de sensibilité pour

le service public, avoir une réputation irréprochable et devra insuffler un nouvel esprit. «Les employés de longue date de La Poste ont «grandi» dans une atmosphère de rigidité, peu portée vers l'évolution et la transparence», dégage Claude Béglé, conseiller national (PDC/VD) et connaisseur de la maison, puisqu'il avait présidé le conseil d'administration de l'ex-régie publique il y a quelques années. «L'idéal serait de trouver quelqu'un d'extérieur, mais dont le profil colle à La Poste, et qui a une expertise dans ce secteur», souhaite Olivier Feller, conseiller national (PLR/VD).

Entre public et privé

Il est vrai que le géant jaune se meut à l'intersection des genres. D'un côté, certaines de ses activités (celles de PostFinance notamment) sont soumises à la concurrence du marché. De l'autre, les tâches relevant du service public s'inscrivent dans un cadre légal particulier et délimité. «Il faut à présent un manager ayant le sens de l'intérêt public», appelle le libéral-radical Olivier Feller. «Le futur patron devra comprendre le service public, mais dans le même temps être porté sur l'innovation et la marche des affaires inhérente à toute entreprise normale», rajoute Claude Béglé. «Posséder une expérience de conduite dans une grande société est obligatoire, ainsi qu'une vision stratégique, car la phase actuelle est difficile», complète Ueli Giezen-

danner (UDC/AG), de la commission du National compétente pour La Poste.

Il faut se déplacer à gauche de l'hémicycle pour entendre une voix divergente, celle du socialiste Mathias Reynard. Le Valaisan exclut tout «manager» tradi-

tionnel. «Si l'on veut continuer avec des scandales du type de CarPostal, et une Poste déconnectée de sa population, alors oui, il faut engager un dirigeant classique de l'économie privée, encaissant plus d'un million par an (réd: environ le

salaires de Susanne Ruoff). Par contre, si on se décide enfin à revenir aux sources, c'est quelqu'un avec une conscience et une culture du service public qu'il faut dénicher.»

Peu de noms

Qui pourrait présenter le profil détourné? Peu de noms sont sortis du bois. La patronne du groupe énergétique bernois BKW, Susanne Thoma, pourrait éventuellement «correspondre au signalement». Elle pilote une société à cheval entre l'économie privée et le public, et mène avec succès une réorientation sensible, avec la fermeture de la centrale nucléaire de Mühleberg. Mais son secteur d'activité est différent de celui de La Poste. Pour l'instant, la discussion semble s'arrêter au choix de la bonne personne, sans s'étendre au mandat de La Poste. Pour la plupart des politiques, pas question de poncer les régulations pour permettre au géant jaune et à ses filiales d'atteindre plus facilement les objectifs de rentabilité fixés par le Conseil fédéral. «Ce serait trop facile d'expliquer la triche à CarPostal par le système en place», assène le conseiller national Manfred Bühler (UDC/BE). «Avant de changer la loi, il faut commencer par l'appliquer», complète le PLR Olivier Feller.

Lire également en page suivante.

COMMENTAIRE

PHILIPPE CASTELLA
JOURNALISTE PARLEMENTAIRE

Une ministre pressée de refermer le couvercle

À première vue, on pourrait croire que Doris Leuthard et Urs Schwaller ont enfin pris la mesure du scandale que constitue l'affaire CarPostal. «Je suis abasourdi par l'énergie que CarPostal a déployée pour manipuler sa comptabilité», a confessé le Fribourgeois. Dans la foulée, toute la direction de la filiale de La Poste a été débarquée et la cheffe du géant jaune paie la note. Impossible de restaurer la confiance sans un changement d'entraîneur. Toutes les décisions prises hier vont d'ailleurs dans la bonne direction: on améliore la transparence, on resserre les boulons en matière de contrôles financiers, on abandonne les projets risqués de développement de CarPostal en France. Et là-dessus, Doris Leuthard annonce un nouvel audit sur le pilotage des entreprises liées à la Confédération. Bref, tout rentre dans l'ordre: une fois la perle rare trouvée à la tête de La Poste et l'argent détourné restitué aux cantons et communes, on pourra claironner la fin de la saga. Eh bien, non! car derrière cette sale affaire de manipulations

comptables, c'est toute la tension entre mandat de service public et attentes de bénéfices qui se cache. C'est pour accroître ses bénéfices et sa marge de manœuvre que CarPostal a traficoté ses comptes, avec au passage un effet appréciable sur les bonus de ses dirigeants.

Ces bonus incitent de même la direction du géant jaune à accélérer la fermeture des offices de poste. Ont-ils vraiment leur place dans une entreprise de service public? Et si oui, ne devraient-ils pas être versés en fonction des prestations offertes aux clients, plutôt que des bénéfices? Les activités de service public et celles soumises à la concurrence sont-elles compatibles au sein de la même entreprise? Quelles barrières faut-il ériger entre les deux? Voilà le genre de vraies questions que pose l'affaire CarPostal, au-delà des décisions urgentes. Mais Doris Leuthard semble surtout pressée de refermer le couvercle avant son départ pour que ce scandale n'entache pas trop son excellent bilan au Conseil fédéral.

Suspens pour Doris Leuthard

Tous ces départs au sein de La Poste relancent les conjectures sur celui de la ministre de tutelle **Doris Leuthard** (photo). «Ce ne sera pas cette semaine», a-t-elle indiqué hier, le sourire en coin, pour couper court aux rumeurs sur une possible démission vendredi. Il s'agissait là d'une bonne fenêtre en tant que dernier jour de la session d'été du parlement et jour de séance du Conseil fédéral.

Après avoir annoncé son départ d'ici la fin de la législature, la démocrate-chrétienne a fait comprendre par la suite qu'elle n'allait pas quitter la barre tant que l'affaire CarPostal n'était pas réglée. Les décisions prises, hier, pourraient la libérer. Démissionnera-t-elle encore avant les vacances d'été? ou à l'automne? Ou alors en 2019? Faites vos jeux! **PHC**



KEYSTONE